

Leçon 1 : L'AFRIQUE : LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT

Étude de cas : LE SAHARA, RESSOURCES ET CONFLITS

(cf conférence A. Dubresson)

Intro : Depuis une dizaine d'années, le Sahara revient sur la scène géopolitique et médiatique. Cette immense espace désertique aride - 8,5 millions de km² - qui s'étend sur une 10 États traverse une période agitée en raison de l'installation de groupes terroristes islamistes sur son sol, du développement de trafics en tous genres, des flux d'immigration clandestine en provenance de l'Afrique subsaharienne et de la compétition entre les pays du Nord et les pays émergents pour s'appropriier ses richesses minières et pétrolières. Espace très convoité bien que situé en marge des espaces nationaux qui le composent, le Sahara est morcelé en une série de territoires et de routes contrôlés par des acteurs variés.

La population est estimée à 10 millions d'hab dont 90% vit en villes ou dans les oasis tandis que 10% est semi-nomade et est très diverse sur le plan culturel. On recense des populations de religion musulmane, chrétienne, animiste ; parlant divers dialectes arabes, berbères ou africains (ex : le peul ou le songhai au Mali et au Niger).

Cherchons alors à savoir en quoi les immenses ressources sahariennes sont à la fois un facteur de richesse et la cause de conflits multiples.

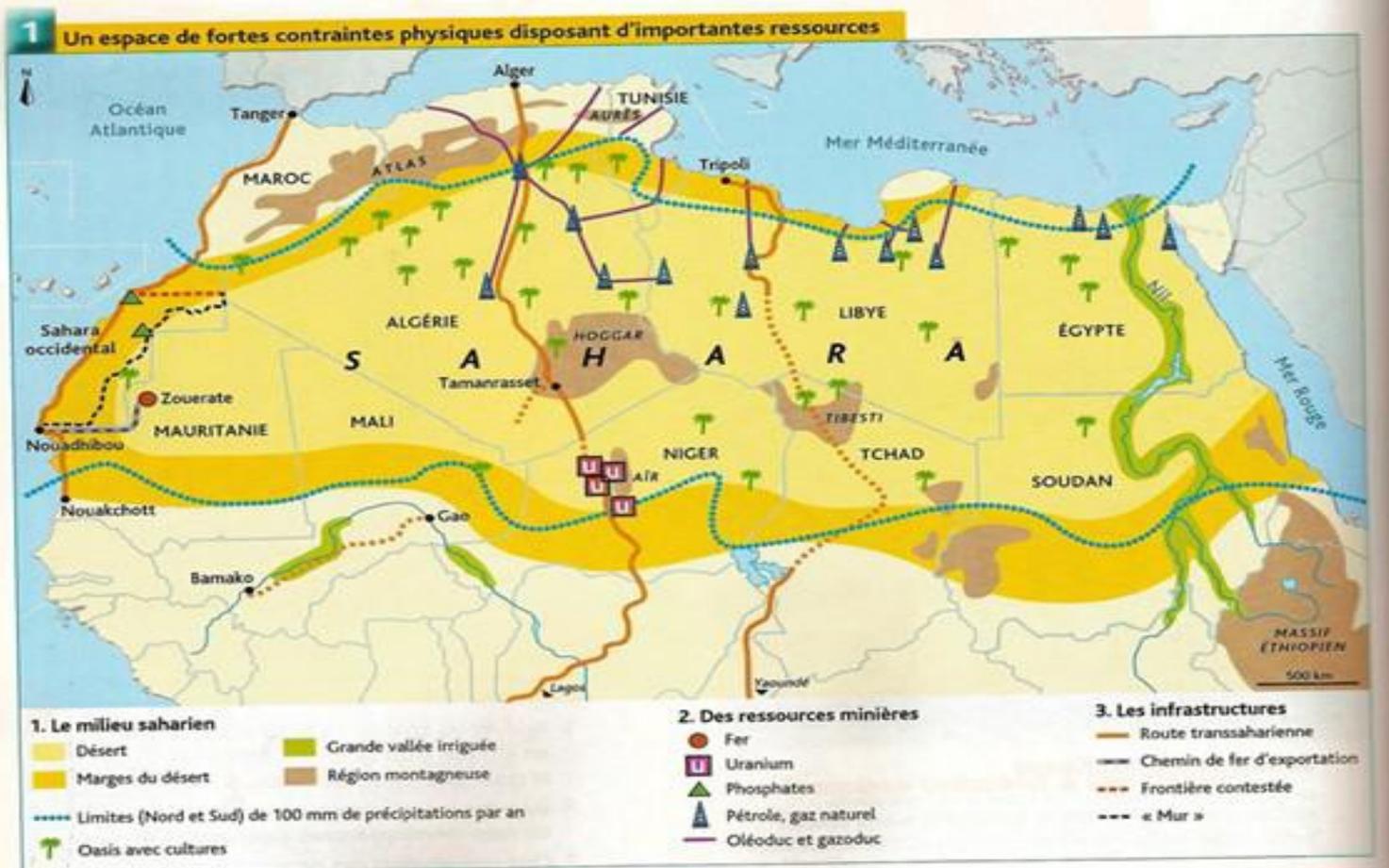
1) Un désert riche en ressources mais qui profitent peu aux populations

1) Un espace contraignant peu peuplé

Le Sahara est le plus grand désert chaud du monde. Peu peuplé, il est délimité par l'isohyète des 100mm d'eau de pluie par an (l'agriculture pluviale n'est pas possible). Pourtant, dès le Moyen Âge, des caravanes empruntent les routes commerciales qui le traversent, transportant de l'or, de l'ivoire, des esclaves, du sel, etc. Ce commerce se réduit à partir du XVI^e siècle, parce que les Européens préfèrent les routes maritimes, et ce recul est renforcé par la colonisation de l'Afrique au XIX^e siècle.

2) Un espace devenu géostratégique en raison de ses ressources

Mais depuis les années 1950, le Sahara est perçu différemment par les anciennes colonies devenues pays indépendants, les anciennes métropoles et les FTN depuis la découverte de ressources en eau et en énergie. Le Sahara devient donc un espace géostratégique convoité.



Complète le tableau d'après la carte ci-dessus :

RESSOURCES	LOCALISATION
* Eau (pour)	+ <u>aquifère fossile</u> : Algérie / Tunisie / Libye
* Hydrocarbures et Gaz naturel (ressources énergétiques)	
* Minerais (utilisés dans l'industrie)	- Fer : - Phosphate : - Uranium :

Pourtant, ces ressources ne sont pas pour autant source de richesse pour les populations locales :

l'IDH en 2012 du Niger était de 0,3 / la Mauritanie : 0,4

Le taux de chômage en Mauritanie était en 2012 de 30% de la pop active ; 30% au Mali ; 20% au Soudan

Un pays comme l'Algérie a un IDH de 0,7 ; un taux de chômage de 10 % touchant surtout les jeunes. La richesse issue des ressources naturelles est peu redistribuée, réservée à une élite minoritaire, l'économie est peu diversifiée ce qui contracte le marché du travail et le renouvellement politique est bloqué, aggravé par la corruption. Cette économie de rente n'est donc pas au service de la majorité de la population.

De façon générale à l'échelle du Sahara, ces ressources sont souvent destinées à l'exportation ou pour les villes littorales et les bénéfices dégagés ne servent pas au développement des population sahariennes.

II) Un désert politiquement instable

1) Un espace de conflits

10 États se partagent le désert et les tensions sont de plus en plus vives : prenons quelques exemples :

* **L'ouest du Sahara** se caractérise par un conflit frontalier persistant dont l'enjeu est le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, que se sont partagés le Maroc et la Mauritanie en 1975. Les 450 000 habitants, appelés Sahraouis, se sont éparpillés dans ces deux pays ainsi qu'en Algérie. Certains se sont regroupés au sein du Front Polisario, qui revendique l'indépendance du Sahara occidental. Un cessez-le-feu a été signé en 1991 sous les auspices de l'ONU, mais ni le Maroc, ni le Front Polisario ne renoncent à leurs revendication sur ce territoire. La présence de phosphate dans la région ajoute un enjeu économique à la question territoriale. Un enjeu géopolitique s'est aussi ajouté dans le contexte mondial de lutte antiterroriste : le Maroc étant un allié majeur pour l'Europe et les États-Unis, le dossier saharoui reste en suspens pour ne pas froisser les autorités marocaines. Le conflit n'est donc toujours pas résolu.

* **À l'Est, la longue guerre entre le Nord et le Sud du Soudan** a abouti en 2011 à la création de deux États. Toutefois, les affrontements se poursuivent par milices interposées car le Soudan et le Soudan du Sud se disputent plusieurs territoires frontaliers riches en pétrole. D'autre part, le Soudan du Sud a hérité des trois-quarts de la production de pétrole, tandis que le Nord possède les infrastructures permettant de l'exporter via les oléoducs vers Port-Soudan. D'autre part, la guerre civile au qui se poursuit au Darfour - Ouest-Soudan - aurait fait au moins 300 000 victimes et entraîné le déplacement de plus d'un million de personnes, selon l'ONU.

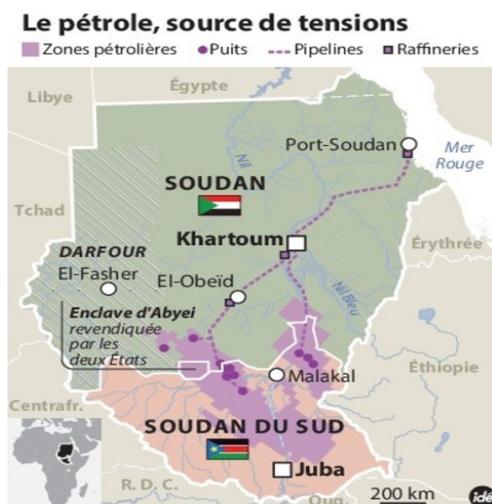


Schéma possible

* **Le centre de la région sahélo-saharienne** sont également marqués par la rébellion des Touaregs, un peuple nomade d'environ deux millions d'habitants partagé entre l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Plusieurs révoltes ont eu lieu depuis les années 1990 et récemment, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) qui revendique le nord du Mali s'est allié avec le groupe touareg islamiste Ansar Dine et des djihadistes d'Al-Qaida pour tenter de déstabiliser le pouvoir malien. Le Mali sollicite alors l'aide française qui répond par l'opération militaire Serval en janvier 2013.

Le Sahara est donc un devenu un théâtre d'action pour le terrorisme islamiste, notamment nourri par l'absence d'état en Libye depuis la chute de Khadafi en 2011 et la non surveillance de l'arsenal militaire qui a été ainsi à portée des organisations terroristes.

Il y a donc une convergence entre l'instabilité politique issue des révolutions arabes de 2011 (Tunisie, Égypte et surtout Libye) et les réseaux islamistes, qu'il s'agisse de groupes locaux comme *Ansar Dine*, *Boko Haram* au Niger, les *Shebab* de Somalie ou de groupe plus large, agissant au Moyen Orient ou ailleurs (États-Unis / Europe), surtout *Al Qaida*. Celui-ci a une ramification active au Sahara : *Aqmi*.

Le dessinateur Zapiro synthétise bien la situation avec l'image de pieuvres alliées en 2013 : le Sahara est au cœur d'un « axe terroriste ». Les États-Unis et l'UE, surtout la France, se mobilisent financièrement et militairement pour aider les pays sahariens à lutter contre ces réseaux.



2) Un désert peu peuplé mais parcouru par d'intenses flux migratoires.

Des populations de plus en plus nombreuses quittent les États bordiers du Sahel et du Sahara au Sud dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie au Nord. Si l'ensemble des populations des pays du Sahara sont en marge du développement, il existe un fort différentiel entre les habitants des PMA d'Afrique subsaharienne et ceux d'Afrique du Nord. Ce différentiel explique les flux migratoires Sud-Nord.

Une majorité de ces migrants originaires de l'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale se rendent en Afrique du Nord d'où la plupart reviennent d'ailleurs, après plusieurs mois ou plusieurs années. Ils y grossissent les villes comme Casablanca ou Alger, dans lesquelles ils se regroupent par communautés. Une partie seulement d'entre eux tente la traversée vers les côtes méditerranéennes de l'Europe. A ces flux s'ajoutent désormais les réfugiés syriens ou irakiens qui n'ont pas pu obtenir de visa légalement. L'instabilité politique du Moyen Orient génère donc des flux qui se connectent aux flux sud/nord sahariens. Tout un trafic lucratif et illégal de passeurs s'est organisé, profitant aussi du chaos libyen pour entreprendre de dangereuses traversées depuis le littoral libyen, avec des bateaux hors norme et surchargés, et qui aboutissent aux nombreux naufrages ces derniers mois.

Pour répondre à ces flux, les pays d'Afrique et d'Europe ont mis en place depuis 20 ans des politiques concertées de gestion des flux migratoires et de contrôle des frontières dans le cadre d'accords formels comme le programme **FRONTEX en 2008**. D'autre part, le mal développement frappant une population jeune et en pleine croissance démographique rend d'autant plus difficile le contrôle de ces flux, tant par les Européens que par les États d'Afrique. Dès lors, seule une politique de développement des activités économiques et un vrai projet d'avenir de ces États pourrait diminuer la pression migratoire.

III) Un désert convoité par de nombreux acteurs

1) Un espace de compétition pour la maîtrise des ressources

Des États s'impliquent tout particulièrement auprès des pays sahariens pour nouer des partenariats privilégiés et profiter de l'exploitation de ressources convoitées. C'est ainsi que la Chine investit en Algérie ou au Soudan selon la "diplomatie du cadeau". Elle consiste à échanger des concessions toujours plus importantes contre la construction d'infrastructures devant théoriquement bénéficier aux populations locales.

Document : La Chine en Afrique

En Afrique du Nord, l'implantation économique chinoise se développe tout particulièrement en Algérie et en Égypte. Dans le reste de l'Afrique, les principaux pays concernés sont l'Afrique du Sud, l'Angola et la Zambie. Mais l'Éthiopie connaît une très forte croissance de la présence chinoise, notamment avec l'installation de nombreuses entreprises manufacturières. Le Mozambique constitue aussi une priorité, notamment pour la sécurisation future des approvisionnements de l'Empire du Milieu en hydrocarbures.

Le développement en Afrique de l'Est constitue une priorité pour la Chine car elle lui permet de parachever sa stratégie du "collier de perle", mise au point dans le but de garantir la sécurité de ses voies d'approvisionnement maritimes. La Chine trouve également dans cette sous-région un terrain favorable à l'implantation de centres de production à vocation continentale ou mondiale. Elle a notamment encouragé financièrement le projet de 25,5 milliards de dollars destiné à mettre en place un corridor entre le Soudan du Sud, l'Éthiopie et le port de Lamu, au nord du Kenya.

« Les Chinois en Afrique » in *Jeune Afrique*, 12 mars 2014

Des FTN cherchent aussi à s'implanter et obtenir des concessions : c'est le cas de BP pour l'exploitation du pétrole algérien et du français AREVA au Niger. Areva est le 2e producteur mondial d'uranium et exploite 2 sites miniers au Niger, dont la mine d'Arlit, au nord du pays. Une partie de cet uranium sert à ravitailler les centrales nucléaires françaises et donc l'indépendance énergétique du pays. L'uranium du Niger est donc stratégique pour la France. Cependant son exploitation connaît 2 problèmes :

- le terrorisme : en 2010, 7 français sont enlevés (puis relâchés en 2013) / attaque de nouveau en 2013
- le gouvernement nigérien qui considère ne pas tirer assez de la ressource et souhaite renégocier les termes du contrat d'Areva. La région d'Arlit ne connaît pas d'effet d'entraînement économique grâce à la présence de l'usine d'Areva tandis qu'elle est critiquée par des ONG pour le non respect des normes de sécurité pour ses ouvriers.

2) Un espace de compétition pour les acteurs informels de la mondialisation

- 15 % du trafic de cocaïne transiterait actuellement par l'Afrique de l'Ouest. La drogue, en provenance de Colombie, transite par la Mauritanie et le Mali, longe les pays du Maghreb vers l'Est pour remonter vers l'Europe. La porosité des frontières et la faiblesse des polices nationales donne au Sahara un avantage comparatif important dans le choix de ces routes commerciales. Le Sahara est ainsi placé au cœur d'un commerce illicite transnational organisé par des réseaux puissants.

- Le trafic de drogue est associé à la circulation des armes. Le nombre important de zones de guerre en Afrique, la montée en puissance du terrorisme islamiste et la dispersion des arsenaux libyens après la révolution expliquent la permanence et même l'accélération de ce commerce. Il s'agit d'armes légères, mais également d'armes lourdes de plus en plus nombreuses - mortiers, obus, lance-roquettes.

- Le Sahara et le Sahel sont devenus des plaques tournantes du trafic d'arme, pour les mêmes raisons qui ont entraîné le développement du commerce de la drogue : faiblesse des États limitrophes et porosité des frontières.

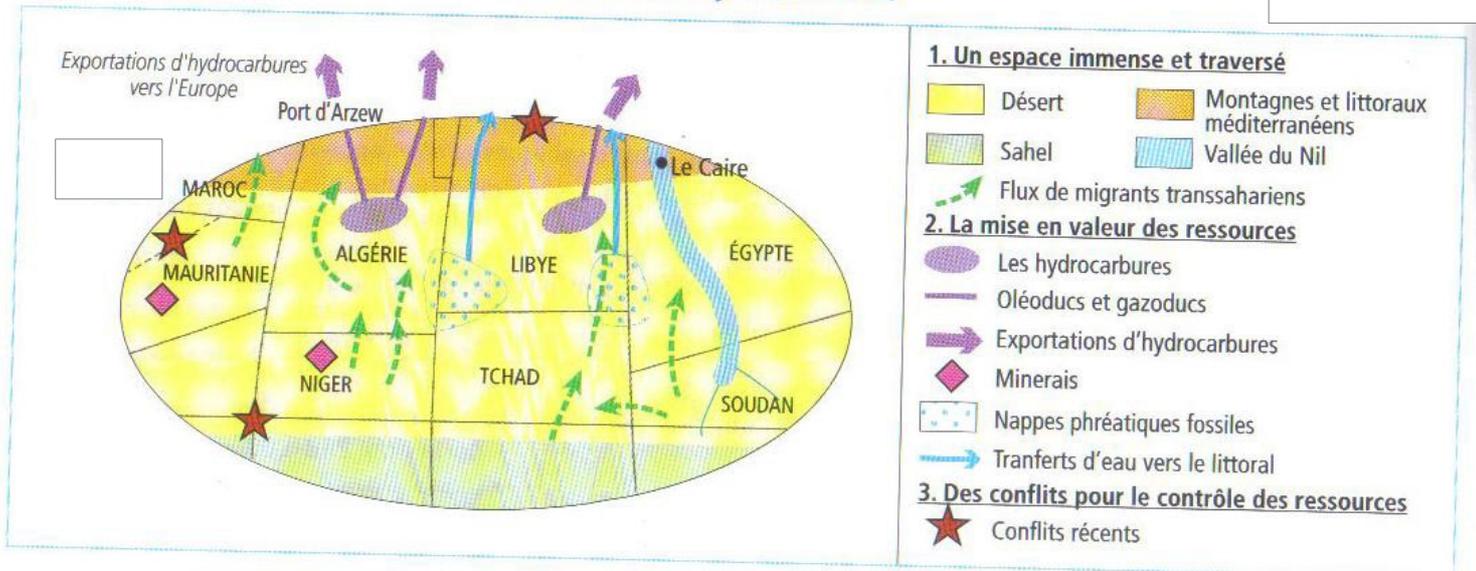
Il en va de même pour la contrebande - voitures, cigarettes, essence, etc. Les groupes qui se livrent à ce commerce sont souvent liés aux groupes djihadistes qui opèrent dans la région, qui perçoivent un tribut lors du passage des marchandises dans les régions qu'ils contrôlent. Le Sahara est donc une zone grise de la mondialisation par l'augmentation des activités illicites.

En bilan, le Sahara est une interface aux ressources variées qui attisent convoitise et tensions. Il y a donc à la fois des atouts et des freins au développement de la région, tout à la fois à cause de la faiblesse politique et économique des États qu'à cause des activités illégales et terroristes.

Schéma possible sur le Sahara pour une composition :

- * La forme rectangulaire est possible aussi
- * Indiquez les repères : Océan atlantique / Méditerranée / Mer Rouge à l'est
- * Les conflits peuvent être subdivisés au moins en 2 sous-parties :
 - conflits intra ou interétatiques : étoile d'une couleur par ex pour la Libye ; le Sahara occidental / Soudan-Soudan du sud
 - conflits liés au terrorisme islamiste : étoile d'une autre couleur au nord du Mali / Niger / Somalie

Schéma Le Sahara : ressources, conflits



Généralisation de l'étude de cas : LE CONTINENT AFRICAÏN FACE AU DÉVELOPPEMENT ET A LA MONDIALISATION

Intro : À l'échelle du monde, l'Afrique cumule les indicateurs économiques, sociaux et environnementaux défavorables, auxquels s'additionnent de multiples conflits locaux, des problèmes de gouvernances et une place marginale dans la mondialisation. Cette situation a notamment été constatée au Sahara.

Mais en réalité, le continent africain n'est pas homogène en termes de développement et les situations ne sont pas figées. Des formes de décollage économique existent, malgré la persistance de problèmes aigus. De même, on ne peut plus considérer que l'Afrique est à l'écart du monde. Le continent est largement placé en relation subordonnée dans les échanges mondialisés, mais des exemples d'adaptation aux mutations liés à la mondialisation doivent être soulignés, même si là encore, les réalités du continent sont très hétérogènes.

Cherchons donc à savoir comment les territoires africains relèvent les défis du développement et de l'insertion dans la mondialisation.

1) L'Afrique face aux défis du développement

1) Un continent encore marqué par la pauvreté

- Plus de 300 millions d'Africains – près du tiers de la population du continent - vivent avec moins de 1 dollar par jour en Afrique subsaharienne et l'espérance de vie moyenne dépasse à peine les 55 ans.
- La sous-alimentation et l'insécurité alimentaire touchent environ un tiers de la population et une partie importante des Africains n'ont pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires et médicales satisfaisantes.
- Les problèmes sanitaires sont graves et nombreux : c'est la région du monde la plus touchée par le **paludisme** et par le **sida** - plus de 30 millions de personnes sont atteintes du VIH - ce qui explique la baisse actuelle de l'espérance de vie dans plusieurs États. Les conséquences économiques du VIH sont lourdes puisqu'il touche les jeunes actifs et les décès des parents laissent des générations d'orphelins, sans prise en charge suffisante des États. Les guerres génèrent aussi des conditions de vie précaires, souvent à l'origine de **maladies hydriques** parfois mortelles comme le choléra.
- Enfin, l'Afrique dépend encore largement de l'aide financière internationale, mais celle-ci ne suffit pas pour autant à assurer le développement des États.

Quels sont les lieux précis, à échelle locale, de cette pauvreté ?

La pauvreté est extrêmement répandue dans les campagnes, mais également dans les vastes bidonvilles et même dans les villes elles-mêmes, dans les quartiers pauvres, puisque le taux de chômage y avoisine les 25 %. Cette situation est la source de tensions sociales qui traversent tout le continent dans les campagnes et dans les villes. Celles-ci sont à l'origine des révolutions qui ont parcouru l'Afrique du Nord depuis 2011, mais elles représentent un défi pour l'ensemble des gouvernements africains, y compris dans les États les plus riches.

Prenons l'exemple de l'Afrique du Sud : si le pays est de loin le plus riche d'Afrique, il y a une forte ségrégation socio-économique depuis l'Apartheid entre les villes et les **townships** dont le plus important est Soweto au sud de Johannesburg (900 000 hab). A **Johannesburg**, le quartier de la banlieue nord **Sandton** est le plus riche de la ville, du pays, du continent. Il concentre un puissant CBD de 8000 entreprises et concentre la pop la plus aisée du pays. A 6 km seulement, s'étend le township d' **Alexandra**, un des plus pauvres d'Afrique du Sud. Ce clivage socio-économique est donc très visible dans le paysage et prouve une forte ségrégation socio spatiale malgré la fin de l'Apartheid depuis 25 ans.

2) Les causes de ce sous et mal développement

Le premier obstacle au développement est certainement l'instabilité politique :

- 20 % de la population africaine reste à la merci des conflits armés
 - la guerre civile est quasiment permanente dans certains États telle que la République démocratique du Congo, le Soudan et depuis le printemps arabe en Libye, dans une moindre mesure en Égypte.
 - Les pays sahariens sont confrontés à la pression conjuguée des groupes terroristes islamistes (cf étude de cas)
 - Une majorité d'états sont encore touchés +/- fortement par la corruption
- => Cette situation freine donc les possibilités d'investissements étrangers en dehors de l'exploitation des matières premières. Les zones de conflits sont ainsi évitées par la mondialisation.

Le second obstacle est d'ordre démographique :

Le continent est peuplé d'environ un milliard d'habitants, mais ce chiffre devrait doubler d'ici 2050 car la plupart des pays sont en transition démographique et l'augmentation de la population devrait se poursuivre au moins jusqu'au début du siècle prochain - soit 3,5 milliards d'Africains, le tiers de la population mondiale.

La population africaine est très jeune, puisque 41 % des habitants ont moins de 15 ans. Cette jeunesse pourrait constituer un atout pour l'Afrique, en terme de dynamisme et de main-d'œuvre, mais elle pose surtout le problème de l'accès pour tous à la nourriture, à l'éducation, au logement, et à l'emploi pour des centaines de millions de jeunes africains. Or, le manque de projets politiques d'avenir appuyé sur un état fort fait défaut.

Cependant, on constate un récent et réel décollage économique pour de nombreux pays africains.

3) Un décollage économique récent, réel, mais limité.

- Depuis les années 2000, les pays africains connaissent une croissance de leur PIB relativement. Cette croissance est tirée par un petit groupe de pays, les "**lions africains**", que les investisseurs considèrent comme émergents : il s'agit de **l'Afrique du Sud, du Nigéria, de l'Angola et, au nord, du Maroc, de l'Algérie et de l'Égypte.**

Ces États représentent à eux seuls **60 % du PIB africain.**

- D'autres pays du continent connaissent également une croissance soutenue et un développement de leur classe moyenne, mais celle-ci n'entraîne pas forcément un processus de développement, dans la mesure où la croissance ne bénéficie qu'à une frange restreinte de la population et n'alimente pas la mise en place d'infrastructures permettant une réelle émergence de ces pays. Ainsi, les **PMA d'Afrique subsaharienne** ont connu ces dernières années des taux de croissance parfois supérieurs à 5 % par an, mais celle-ci est concentrée dans un petit groupe de pays - Angola, Guinée équatoriale, Soudan - et résulte de l'exploitation des richesses locales par des groupes étrangers. Il s'agit donc d'une "**croissance sans développement**". Il n'y a pas d'effet d'entraînement de la croissance économique au profit d'un réel développement humain, visible dans l'IDH par ex.

- **Le développement urbain** représente une autre manifestation du décollage de l'Afrique. Les villes sont de mieux en mieux équipées : hôpitaux, établissements scolaires, nouveaux logements, eau courante, électricité, transports en commun, y compris dans une perspective de développement durable comme le tramway entre Rabat et Salé au Maroc sur 20 km et dont le maître d'œuvre a été en partie le français Alstom. Le niveau de vie des citadins est supérieur à celui des ruraux et une classe de consommateurs est en train d'émerger. Le développement rapide de la téléphonie mobile et, dans une moindre mesure, de l'Internet, en sont les manifestations les plus remarquables, soit par l'explosion de l'achat des téléphones portables, soit par l'installation de nombreux cybercafés en centre ville (accès téléphonie + internet). Ainsi, 90 % des espaces urbains sont couverts par les réseaux de téléphonie mobile - contre moins de 40 % dans les espaces ruraux - et les villes africaines sont à présent considérées comme un marché potentiel important de consommateurs par les grandes firmes transnationales.

II) L'intégration modeste mais croissante de l'Afrique dans les flux de la mondialisation

1) Les manifestations de la mondialisation sur le territoire africain

A priori, l'Afrique est en marge de la mondialisation. Le continent ne produit que 1 % des richesses mondiales et ne compte que pour 3 % des importations et des exportations à l'échelle planétaire. Il faut ajouter que 80 % des exportations sont constituées de matières premières et dans la plupart des États africains, celles-ci sont limitées à deux ou trois produits. De ce fait, la part de l'Afrique, et en particulier de l'Afrique subsaharienne, a diminué d'un tiers dans le commerce mondial depuis les années 1950. En réalité, les États africains ne sont réellement intégrés à la mondialisation que grâce à leurs ressources pétrolières ou minières, ou par l'exportation de leurs produits agricoles - cacao, coton, café, fruits tropicaux.

Cependant, les grandes puissances mondiales comme les FTN mesurent bien le potentiel africain et y voient un pari d'avenir :

pétrole, minerais et terres rares - sont aujourd'hui exploitées par des compagnies européennes, nord-américaines, mais également par les puissances émergentes, la Chine en particulier, suivie par l'Inde - après la "Françafrique", le terme de "Chinafrique" s'est imposé et celui d' "Indafrique" émerge. Plus récemment, d'autres États comme le Brésil, la Turquie et le Qatar se sont intéressés aux richesses du continent africain. Des compagnies étrangères toujours plus nombreuses sont donc en concurrence pour l'exploitation des ressources, ce qui entraîne des revenus importants pour les gouvernements des États africains.

Les pays convoités sont par ex les états sahariens (voir étude de cas) + le Ghana pour l'or, la RDC pour le coltan, le Sierra Leone ou l'Afrique du sud pour les diamants.

De même, face au défi agricole mondial, les terres cultivables africaines sont de plus en plus recherchées par des pays en déficit de terres, qui louent ou achètent des terres aux gouvernements des pays africains - c'est le **land grabbing**. Ainsi, la Chine a acheté récemment plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles à Madagascar.

Certains littoraux ou espaces sont bien intégrés aux flux touristiques mondiaux comme le littoral maghrébin (Maroc, Tunisie), ou égyptien. Cependant, la récente instabilité politique remet en cause cette ressource : les stations balnéaires tunisiennes ou égyptiennes sont pour le moment évitées par les touristes.

Enfin, le continent est enfin convoité par les FTN occidentales ou des États émergents pour la masse de consommateurs potentiels qu'elle représente. Plus de 30 % de la population du continent appartient désormais à la classe moyenne, ce qui représente plus de 300 millions de personnes dans l'immédiat, mais plus du double à moyen terme.

2) De nombreux défis à relever tout à la fois pour générer du développement et s'insérer dans la mondialisation

- Le premier défi de l'Afrique est d'améliorer les conditions de vie d'une population jeune et en très forte croissance. Il s'agit pour les gouvernements d'assurer la sécurité physique des habitants, puis leur sécurité alimentaire et sanitaire. L'éducation et l'emploi représentent également des défis importants, dans la mesure où ils conditionnent le développement des États et le niveau de vie des habitants. Pour cela, les pays africains doivent poursuivre dans la voie de la démocratisation, régler les tensions et les violences liées aux problèmes ethniques (RDC), politiques (Kenya, Zimbabwe) ou religieux (Nigéria, Mali), mieux maîtriser les frontières et lutter contre une corruption endémique. Le produit de la manne des richesses naturelles ne doit plus être confisqué par l'entourage des familles ou des clans au pouvoir en place au détriment du développement. De même, la stabilisation politique est une condition indispensable à l'émergence de certains pays, ce qui est loin d'être acquis dans plusieurs États africains.

- Le deuxième défi consiste à promouvoir le développement d'infrastructures - transports, accès aux services, etc. - et encourager les initiatives de développement locales. Pour attirer les flux économiques, il faut à la fois avoir les infrastructures permettant le support physique des échanges : ports multimodaux, routes, autoroutes, aéroports... mais aussi des territoires proposant une certaine cohérence économique et monétaire. Ainsi, la Chine cherche de plus en plus à assurer l'équipement de l'Afrique (routes/ BTP). Par ailleurs, l'approfondissement de l'intégration économique régionale est une nécessité, elle est d'ailleurs en cours ;

* 8 États d'Afrique de l'Ouest coopèrent au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et utilisent une monnaie unique, le franc CFA. De même, trois espaces économiques existent à l'Est et au Sud : * l'union de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC),
* la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et
* le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA).

Les dirigeants des États membres de ces alliances régionales ambitionnent de créer une vaste zone de libre échange, regroupant 26 pays africains mais ouverte à d'autres États en dehors du continent. Cette intégration prendra du temps dans la mesure où elle implique des efforts importants pour les pays concernés : libéralisation de leurs marchés, amélioration de la circulation commerciale et surveillance efficace des frontières. Sur un plan plus politique, l'Union Africaine est une organisation panafricaine née en 2002, qui favorise des initiatives africaines pour résoudre les problèmes économiques ou politiques du continent. Tous les pays y adhèrent, sauf le Maroc.

- Le troisième défi majeur concerne les enjeux écologiques du développement durable.

L'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique entraîne des problèmes environnementaux importants. Pollution des eaux dans le delta du Niger à cause des fuites d'hydrocarbures, déforestation massive due à l'exploitation des minerais, à l'agriculture productiviste et au land grabbing, pollution des sols, problème de la gestion des déchets dans des villes en pleine croissance etc.

Pour l'heure, ces questions environnementales semblent mineures au regard des grands problèmes de l'Afrique. Mais elles se poseront avec de plus en plus d'acuité avec le développement rapide de la population, des métropoles et l'augmentation des besoins en termes de consommation.

=> Ainsi, il n'y a pas une mais des Afriques, plus ou moins en développement, plus ou moins intégrée à la mondialisation. On peut donc aboutir à la typologie des États suivants.

III) Les « Afriques » du XXI^e siècle, entre intégration à la mondialisation et marginalisation + croquis de synthèse

1) Un membre des BRICS et des « lions »

- **L'Afrique du Sud** représente à elle seule 23 % du PIB africain. Les économistes la classent dans la catégorie des pays émergents. C'est le seul pays africain réellement intégré à la mondialisation, dans la mesure où il héberge les seules entreprises multi-nationales africaines. Johannesburg, la capitale économique, est une des seules villes mondiales d'Afrique et c'est la première place boursière du continent. Les activités économiques sont diversifiées et le pays a connu une forte tertiarisation de son économie. En tant que puissance, l'Afrique du Sud revendique une place permanente au Conseil de sécurité de l'ONU. Toutefois, elle conserve encore des caractéristiques d'un pays en développement : les produits bruts représentent encore 40 % des exportations du pays, le taux de chômage est important et, surtout, le pays est traversé par de très fortes inégalités socio-spatiales malgré la fin de l'Apartheid.

- En Afrique occidentale, le **Nigéria** s'est affirmé comme seule puissance régionale, au détriment de la Côte d'Ivoire qui revendiquait le leadership de la région. Première économie d'Afrique de l'Ouest et du Centre, le pays dispose de grandes entreprises et de banques, grâce à la manne pétrolière notamment. C'est également le troisième producteur de films au monde ("Nollywood") et sa diaspora est bien implantée dans le continent africain. Le pays exerce une influence diplomatique et politique sur toute la région et il aspire à devenir une puissance émergente : lorsqu'il a été question d'une ouverture du Conseil de sécurité des Nations-Unies, le Nigéria s'est immédiatement positionné comme l'État africain le plus puissant. Mais cet immense pays de 170 millions d'habitants souffre également des traits du mal-développement (IDH : 0,448, 142^e rang mondial).

- **L'Égypte et les États du Maghreb** peuvent également être considérées comme des puissances régionales. Leur IDH est plus élevé que la moyenne du continent africain et leurs économies sont plus diversifiées que celles des pays d'Afrique subsaharienne. Leurs littoraux sont ouverts au commerce mondial et ces pays ont développé des infrastructures portuaires et/ou touristiques. À l'échelle de l'Afrique, ils peuvent donc être considérés comme des "pays riches". Toutefois, ils ont eux aussi conservé des traits du mal-développement : manque d'infrastructures, fortes inégalités socio-spatiales, etc. Enfin, les incertitudes politiques liées au "printemps arabe" rend leur situation incertaine et pèse sur certaines activités vitales, comme le tourisme en Tunisie ou en Égypte.

2) Les villes africaines : lieux de puissance et portes d'entrée de la mondialisation

- C'est dans les métropoles africaines que l'on trouve les activités économiques innovantes et l'ouverture à la mondialisation, tant dans les puissances régionales qui viennent d'être évoquées que dans les pays en développement ou les PMA. Le taux d'urbanisation en Afrique est encore modeste - environ 35 % de la population totale -, mais il ne cesse de croître, d'environ 5 % par an. Alors que l'Afrique du nord est largement urbanisée, certains États d'Afrique noire ont des taux d'urbanisation très faibles, comme le Rwanda ou le Burundi (moins de 10 %), mais d'autres ont dépassé les 50 %, comme le Gabon, le Congo, le Sénégal et bientôt l'essentiel des États du Golfe de Guinée et de l'Afrique australe. L'urbanisation est plus importante dans le Maghreb et les villes australes.

- Les villes africaines se structurent autour des vieilles médinas (en Afrique du Nord) ou des villes coloniales dans lesquelles se bâtissent des CBD. Elles polarisent les services publics, les sièges sociaux des entreprises et les investissements, les équipements ainsi que les revenus des économies de rente. Le phénomène de **littoralisation** est particulièrement présent en Afrique, puisque le centre du continent se caractérise par l'absence de villes ou bien l'existence de petites et moyennes agglomérations ; Ce phénomène est particulièrement net autour du Golfe de Guinée, de Luanda (Angola) à Abidjan (Côte d'Ivoire).

3) Les PMA, en marge du développement

- Sur les 49 pays les plus pauvres de la planète, 34 sont des PMA d'Afrique subsaharienne. Leur croissance moyenne ces dernières années, située autour de 6 % par an, a surtout été alimentée par les exportations de pétrole et de minerais et a bénéficié à quelques pays comme l'Angola, le Tchad ou la Guinée. Ces bénéfices n'ont pas été réinvestis dans les infrastructures, le niveau de développement n'a pas augmenté et la manne n'a profité qu'à un petit segment de la population. La majorité des habitants, qui survivent grâce à l'agriculture, n'a tiré aucun bénéfice de cette rente. Plus de 200 millions d'habitants de ces pays vivent sous le seuil de pauvreté absolu et que ce nombre devrait augmenter dans les prochaines années du fait de la forte natalité. À ce jour, aucun programme d'aide international n'est parvenu à inverser cette tendance.

- Pourtant, il n'y a pas de fatalité et des dynamiques locales s'avèrent payantes :

Un seul pays, le **Botswana**, a pu sortir de la liste des PMA africains en 1994. Cet État démocratique, dont la richesse se fonde sur le pétrole, les diamants et quelques minerais, a su gérer cette rente et développer d'autres secteurs, comme le tourisme. Alors qu'il était l'un des pays les plus pauvres au monde, le Botswana est devenu un État à revenus moyens, avec un PIB par habitant de 16 800 dollars par an (75e rang mondial en 2012) et un IDH supérieur à 0,6 (0,4 en 1980). À titre d'anecdote, c'est le second pays africain après l'Afrique du Sud à être répertorié en 2012 sur Google Street View. Certes, le pays comprend encore 30 % de pauvres et l'épidémie de sida y fait des ravages. Mais le Botswana représente néanmoins un modèle de réussite qui pourrait inspirer d'autres PMA d'Afrique.

Conclusion :

L'Afrique doit faire face à un enjeu majeur : le développement, pour pouvoir répondre à une forte et rapide croissance démographique. Les obstacles sont nombreux : guerres, terrorisme, corruption, dictatures, fragilité des états, insécurité alimentaire, crises sanitaires, faiblesse des transports et infrastructures.

Pourtant, les ressources de l'Afrique sont nombreuses et très convoitées, qu'elles soient humaines, minières, gazières, pétrolières ou agricoles. Ceci-dit, les économies de rente peuvent permettre la croissance mais pas le développement. On constate néanmoins depuis 15 ans un décollage relatif de quelques pays, les « lions » menés par une puissance mondiale émergente : l'Afrique du Sud.

Il en résulte une intégration très sélective à la mondialisation : à l'échelle de l'AS, des lions, mais aussi des villes africaines mondiales ou de certains ports commerciaux. Le reste du continent appartient aussi à la mondialisation, mais sous ses angles illégaux comme les trafics d'armes ou de stupéfiants. Enfin, des processus vertueux de développement permettent de sortir de la pauvreté : le Botswana est un exemple d'ex-PMA ; au **Rwanda**, après le génocide des Tutsis par les Outous en 1994, un processus de réconciliation est en cours et renforce l'attachement à l'identité rwandaise, et non plus uniquement tutsi ou outou. Cela permet aussi de renforcer l'état et de construire collectivement un projet politique d'avenir.